Le Conseil,

Vu le rapport du 16 janvier 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

La société d'économie mixte Lyon Parc Auto, dont la communauté urbaine de Lyon est actionnaire à 30,69 % m'a fait part d'un souhait d'apport de son savoir-faire au projet de reconstruction du centre-ville de Beyrouth au Liban. Il s'agit, pour cette société, d'intervenir dans divers projets de réalisation de parcs de stationnement nécessaires au fonctionnement du centre-ville de Beyrouth, la première réalisation devant être un parc de 1 500 places au lieu-dit "place des Martyrs".

Son intervention doit s'inscrire dans le cadre des procédures de concours lancés par le conseil pour le développement et la reconstruction du Liban.

La participation de la société Lyon Parc Auto doit consister en un appui à la maîtrise d'ouvrage libanaise : cette assistance comportant l'analyse des réponses aux dossiers de concours, le suivi des chantiers jusqu'à leur livraison, la mise en place d'un suivi d'exploitation pendant les premiers mois de fonctionnement des parcs de stationnement.

Pour pouvoir apporter son savoir-faire dans ce rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage, la société Lyon Parc Auto doit participer à la constitution d'une SARL de droit libanais au capital de 80 000 F dans laquelle elle détiendrait une participation minoritaire de 10 %, soit un montant de 8 000 F.

Cet engagement juridique et financier limité autoriserait la SARL libanaise, d'une part, à utiliser le nom déposé de Lyon Parc Auto et, d'autre part, à bénéficier de la compétence développée par cette SEM en matière de conception, de construction et de gestion de parcs de stationnement, sous la forme d'une mise à disposition de personnel pendant les différentes phases des concours et des réalisations.

Il résulte d'une étude réalisée par un cabinet juridique lyonnais que les risques liés à cette participation minoritaire au capital d'une SARL de droit libanais sont très limités : la perte de la part sociale de 8 000 F et les débours éventuels de la procédure en amont des contrats d'assistance ; le risque commercial lié à l'exécution des contrats devrait être couvert par la COFACE.

Cette offre de prestation d'assistance à une maîtrise d'ouvrage étrangère représente pour la société Lyon Parc Auto une réelle opportunité de développement d'activités de services et s'inscrit dans le cadre de la notoriété internationale acquise par l'agglomération lyonnaise au travers, notamment de l'exportation de ses savoir-faire.

Le cadre juridique des sociétés d'économie mixte prévoit, conformément aux dispositions de l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales que, toute prise de participation d'une SEM dans le capital d'une société commerciale doit être soumise aux assemblées délibérantes des collectivités actionnaires ;

B - Propose d'autoriser la société Lyon Parc Auto à prendre une participation minoritaire égale à 10 % du capital social d'une SARL qui sera dénommée "Lyon Parc Auto Liban" et dont l'objet sera d'apporter une prestation de services sous la forme de missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage des parcs de stationnement à réaliser dans le cadre du projet de reconstruction de la capitale libanaise ;

Vu le présent dossier ;

Vu l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Autorise la société Lyon Parc Auto à prendre une participation minoritaire égale à 10 % du capital social d'une SARL qui sera dénommée "Lyon Parc Auto Liban" et dont l'objet sera d'apporter une prestation de services sous la forme de missions d'assistance à la maîtrise d'ouvrage des parcs de stationnement à réaliser dans le cadre du projet de reconstruction de la capitale libanaise.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,